

Source: « Trente ans de sociologie en France », *Commentaire*, volume 31, numéro 121, printemps 2008, pp. 349-359.

Trente ans de sociologie en France

SIMON LANGLOIS

Nos amis Raymond Boudon et François Bourricaud créèrent, en 1977 aux Presses universitaires de France, la collection « Sociologies ». Par son ampleur (plus de 130 titres), par sa diversité, par sa qualité, cette collection de livres a joué un rôle considérable dans l'enseignement et dans le développement de la sociologie en France et dans le monde. Les œuvres éditoriales méritent d'être étudiées en elles-mêmes. C'est ce que fait Simon Langlois dans l'article qui suit.

COMMENTAIRE

LE statut de la sociologie a changé ces dernières années en France et elle est maintenant considérée comme une véritable science capable de produire un savoir fondé, depuis les analyses empiriques menées dans les règles de l'art jusqu'aux interprétations solidement argumentées. Plus tardivement que la science économique, la sociologie a trouvé sa place dans les institutions de recherche et les divers appareils de l'État. Raymond Boudon a largement contribué à redéfinir le statut de la discipline en France en se faisant le promoteur d'une sociologie scientifique. Il y est parvenu par son œuvre considérable, certes, mais aussi en créant la collection Sociologies aux Presses universitaires de France ⁽¹⁾ en 1977 avec Fran-

çois Bourricaud (1922-1991). Celle-ci est la plus imposante collection de sociologie publiée en langue française, non seulement par le nombre de livres (130 au total à l'automne 2007), mais surtout par la qualité scientifique de son corpus diversifié.

La collection Sociologies porte l'empreinte intellectuelle de Raymond Boudon en ce qu'elle entend constituer un savoir sociologique qui transcende les barrières disciplinaires et elle se caractérise par le refus de figer la science dans des positions dogmatiques. S'y côtoient des travaux d'histoire de la pensée, de sociologie de la connaissance et de théorie sociologique générale, mais aussi des travaux sur les processus sociaux, comme les effets émergents, les inégalités ou les mouvements sociaux, et des recherches portant sur la société globale dans la tradition de la sociologie française de même que des études sur un bon nombre de questions de société. Le corpus de la collection est donc une véritable vitrine de la sociologie contemporaine.

Nous prendrons prétexte du trentième anniversaire de la collection Sociologies pour en proposer un premier bilan en classant les ouvrages dans quatre thématiques : histoire de la pensée sociologique, théorie sociologique, processus sociaux/société globale et questions de société.

Histoire de la discipline

La collection Sociologies a fait connaître en France l'œuvre classique de Georg Simmel, en proposant la traduction de quatre ouvrages :

(1) N.d.l.r. : La liste de tous les ouvrages publiés dans la collection Sociologies se trouve sur le site Internet de la revue *Commentaire* (www.commentaire.fr) ou encore sur le site des Presses universitaires de France.

Sociologie et épistémologie (1981), *Les Problèmes de la philosophie de l'histoire* (1984) – un ouvrage d'importance majeure sur la méthodologie des sciences sociales –, *Philosophie de l'argent* (1987) et *Sociologie. Études sur les formes de socialisation* (1999), et en publiant de nombreuses études sur le grand sociologue allemand. Simmel apparaît dans ces ouvrages sous un nouveau jour, l'auteur d'une sociologie des actions réciproques et des formes sociales qui inspire encore les meilleurs travaux qui se publient de nos jours. Simmel résumait lui-même en une phrase l'essentiel de sa *Sociologie* : « Les individus font la société, les sociétés font l'individu. » Cette phrase pourrait d'ailleurs caractériser l'intention scientifique sous-jacente à la quasi-totalité des contributions publiées dans la collection.

La collection Sociologies a accordé une grande place à la relecture de deux auteurs classiques, Émile Durkheim et Max Weber, dont on a cherché à dégager en quoi leur pensée est encore vivante et susceptible d'être prolongée dans des directions nouvelles. On y découvre un nouveau Durkheim qui n'est pas le holiste convenu qui apparaît trop souvent dans les manuels de sciences sociales.

Les références à la pensée de Max Weber sont nombreuses dans la collection Sociologies qui a ainsi contribué à mieux faire connaître le sociologue allemand. Dans *La Problématique de Max Weber* (1996), Wilhelm Hennis explicite comment ce dernier a pensé le lien entre individu et société, une préoccupation constante chez la majorité des auteurs de la collection Sociologies. La collection a aussi offert en traduction d'autres auteurs allemands classiques, tels Werner Sombart et Max Scheler, ainsi qu'un ouvrage de Sylvie Mesure sur Dilthey, rappelant au passage ces mots connus du sociologue : « Nous expliquons la nature, nous comprenons la vie psychique. » La compréhension de l'action des individus, dirions-nous dans un langage plus contemporain, de Dilthey est typique des travaux publiés dans Sociologies. S'y retrouvent aussi une lecture originale de Karl Marx par Jon Elster et une discussion informée de l'œuvre de Troeltsch par Camille Froidevaux. Deux livres sont parus sur Vilfredo Pareto, auteur d'une théorie générale de la rationalité, à la fois cognitive et axiologique au-delà de son emploi de termes archaïques : Bernard Valade, Pareto. *La naissance d'une autre socio-*

logie (1990), et un collectif dirigé par Alban Bouvier. L'étude de Jean-Claude Lamberti sur Tocqueville traite du problème controversé de la relation entre les deux volumes de la *Démocratie en Amérique*.

La collection Sociologies a aussi rendu accessibles en traduction française plusieurs ouvrages d'auteurs américains contemporains, maintenant considérés classiques, comme Daniel Bell, Lewis Coser, Albert Hirschman, Christopher Jencks, Robert Nisbet, Mancur Olson et Thomas Schelling, sans oublier quelques sociologues britanniques, allemands ou israéliens : Anthony Giddens, Hans Albert, Joseph Ben-David, Shmuel Eisenstadt. Ces auteurs ont en commun le projet d'élaborer une sociologie qui donne une place aux acteurs, chacun à leur manière.

La relecture de Durkheim et de Weber et la lecture *neuve* de Simmel constituent l'un des apports originaux de la collection Sociologies. L'accent est clairement mis sur le *présentisme*, d'approche plus théorique, plutôt que sur l'étude proprement historique de la pensée des auteurs, mais il s'agit d'un « présentisme tempéré, qui tient compte des travaux des historiens et de leur incontestable apport » pour reprendre les mots de François Chazel qui a proposé une relecture originale de plusieurs classiques de la discipline dans *Aux fondements de la sociologie* (2000). Insister sur l'apport des dimensions encore vivantes d'une pensée évite de surestimer « la centralité des classiques » en privilégiant plutôt les orientations actuelles de la théorie sociologique.

La théorie

Si la collection Sociologies a accordé une telle importance à la relecture des sociologues classiques, c'est qu'elle entendait aussi contribuer au développement de la théorie sociologique en ouvrant des voies nouvelles capables aussi d'inspirer d'autres sciences sociales. D'où son ouverture à des thèmes très larges susceptibles d'intéresser autant les philosophes que les spécialistes du droit, de la morale ou de la science économique. Mais, contrairement à la nouvelle école de Chicago, qui entend reconstruire les sciences sociales autour de la notion de rationalité instrumentale, les publications de la collection Sociologies proposent plutôt d'élargir la notion de

rationalité, dans le fil de la tradition wébérienne, et élaborent des perspectives théoriques donnant toute sa place à l'intentionnalité des acteurs et remettant en question les déterminismes. La sociologie contemporaine est en effet maintenant moins réticente à « prêter aux individus une pleine capacité de réflexion sur l'ordre social qu'ils créent » selon le mot de Forsé et Parodi (*La Priorité du juste*, 2004). Les analyses empiriques publiées dans Sociologies attestent la fécondité de ce point de vue affirmé dès la publication des premiers ouvrages dans un contexte qui n'était nullement propice à la réception de cette perspective. La relecture des premiers livres de la collection révèle qu'ils ont conservé une étonnante fraîcheur, ce qui n'est pas toujours le cas des livres qui retenaient l'attention des médias ou de certains critiques de l'époque. C'est en partie sous l'influence de la collection Sociologies que la sociologie française contemporaine est moins réticente aujourd'hui qu'hier à voir dans les faits sociaux les effets d'actes intentionnels et rationnels au sens large.

L'orientation théorique générale sous-jacente à la collection Sociologies privilégie l'étude des raisons de l'action humaine, analysées en contexte et dans l'histoire. La compréhension wébérienne et la référence aux motivations et à la cognition des acteurs sont pratiquées par la majorité des auteurs bien plus que la recherche de lois générales du comportement ou que l'élaboration d'une théorie générale de l'action à la Talcott Parsons. Ces chercheurs élaborent plutôt des modèles formels au sens de Simmel afin d'interpréter la réalité et d'analyser la diversité des situations empiriques. Bon nombre d'ouvrages illustrent la pertinence d'élargir l'étude de la rationalité bien au-delà de la rationalité instrumentale classique, examinée de manière remarquable par Pierre Demeulenaere dans *Homo oeconomicus. Enquête sur la conception d'un paradigme* (1996). Bernard Valade rappelle que Pareto critiquait la trop grande importance accordée par les économistes aux raisonnements comme motifs déterminants des actions humaines : « Il ne faut pas oublier que c'est principalement en s'adressant aux sentiments que l'on persuade les hommes », avançait Pareto dans *La Naissance d'une autre sociologie*. Dans la même veine, écrivait justement Tocqueville, « l'homme n'a pas que des intérêts ; il a aussi

des idées et des sentiments ». Or, c'est précisément à l'étude de ces idées et sentiments que nous convient bon nombre d'auteurs de la collection Sociologies, tant dans une perspective empirique que théorique.

L'étude de la cognition engage la sociologie sur la voie de l'analyse des raisons de l'action humaine plutôt que vers l'étude des causes ou l'examen de relations statistiques à la manière de la sociographie purement descriptive. Pour Raymond Boudon, la perspective cognitiviste est en effet plus efficace que d'autres dans la recherche d'explications d'une grande variété de phénomènes. Elle renvoie à l'activité intellectuelle des acteurs sociaux, rationnelle et réflexive – consciente ou susceptible de le devenir –, et, plus largement, au fait que les croyances, opinions ou représentations sociales ont un sens pour ces derniers. « C'est la tâche du sociologue que de retrouver les justifications que ceux-ci leur donnent ou leur donneraient en toute bonne foi, même quand ces croyances apparaissent à première vue absurdes ou énigmatiques », écrivent Raymond Boudon, Alban Bouvier et François Chazel dans un ouvrage qui présente avec grande clarté cette orientation théorique, *Cognition et sciences sociales. La dimension cognitive dans l'analyse sociologique* (1997). L'un des plus importants de la collection sur le plan de la théorie sociologique, ce livre propose des exemples d'application de la perspective théorique dans les champs de la sociologie des mouvements sociaux, de la connaissance et la sociologie de la morale et du droit.

Un autre ouvrage, *L'Explication des normes sociales* (2001), illustre bien la nouvelle théorie sociologique mise en avant. Les auteurs, appartenant à quatre disciplines des sciences humaines, y analysent la question de la normativité des actions et des formes de cognition qu'elles impliquent. Pourquoi les gens se plient-ils à des normes à l'énonciation desquelles ils n'ont presque jamais pris part ? se demande Jean Baechler, explorant en réponse à la question trois problématiques distinctes présentant la norme comme obligation acceptée par les acteurs, la norme appropriée symboliquement comme étant juste, et la norme résultant d'un apprentissage vécu et changeant dans le temps.

On soulignera au passage la nouveauté de cette orientation théorique dans le paysage intellectuel français, marqué par la perspec-

tive de Foucault qui pose la norme sociale comme étant structurée par le pouvoir et le contrôle social, une perspective critiquée dans l'ouvrage de José-Guilherme Merquior, *Foucault ou le nihilisme de la chaire* (1986), malheureusement peu commenté lors de sa parution et qui mériterait d'être (re)lu. Vingt ans plus tard, Maxime Parodi a développé davantage la critique de Foucault dans *La Modernité manquée du structuralisme* (2004), critiquant pour sa part le « pouvoir aveugle » de Foucault. Dans l'ouvrage sur les normes, Raymond Boudon signe un article, « *Vox populi, vox Dei ? Le "spectateur impartial" et la théorie des opinions* », qui mériterait d'être retenu comme un classique des sciences sociales et, surtout, d'être lu par tous ceux qui gouvernent par sondages. Explicitant les mécanismes cognitifs à l'œuvre dans l'expression d'opinions, Boudon analyse comment la position sociale des individus induit dans leur esprit des théories différentes sur le réel et il dégage la dynamique sous-jacente à l'expression de valeurs particularistes ou universelles, une grande question d'actualité dans nos démocraties contemporaines.

Mise en contexte, ancrage, effets de position : ces expressions qui reviennent fréquemment dans les analyses publiées dans Sociologies donnent clairement à penser que l'acteur visé dans la théorie sociologique est loin d'être un acteur atomisé. La référence au contexte fonde aussi la distinction maintenant bien établie entre rationalité instrumentale et rationalité axiologique. Boudon écrit en effet que, « dans certains cas, l'action est guidée par des principes et non par les conséquences qu'elle risque d'entraîner » (*Les Modèles d'action*, 1998), ce qui explique de manière plus satisfaisante le vote aux élections et bien d'autres phénomènes sociaux comme la réprobation du crime par exemple.

L'élargissement de la notion de rationalité s'accompagne de la mise en contexte et en situation historique des comportements. Cette perspective a été mise en évidence par Robert Leroux dans son étude sur la pensée de Cournot (*Cournot sociologue*, 2004), qui rappelle la distinction que ce dernier fait (avant Popper) entre l'historique et le théorique dans les sociétés. La théorie la plus parfaite exige le concours de données historiques, avance Cournot, un principe de méthode qui est illustré dans plusieurs

ouvrages de la collection Sociologies. Si des faits nouveaux apparaissent aux yeux des acteurs, c'est tout le système de raisons qui est susceptible d'être remis en cause et reconstruit. « Derrière les faits, le sociologue doit rechercher la pression des situations, des institutions, du milieu », précise Leroux à la suite de Cournot. Deux analyses publiées dans la collection Sociologies illustrent très bien cette orientation théorique : l'étude du sentiment de justice et l'explication de l'antisémitisme.

Dans *La Priorité du juste* (2004), Michel Forsé et Maxime Parodi proposent une sociologie des choix moraux adaptée à notre époque caractérisée par la diversité des populations et le pluralisme des idées et des valeurs. Dans ce contexte, poser que l'acteur est rationnel au sens étroit du terme aboutit à des difficultés insurmontables. Poursuivre strictement son intérêt personnel en contexte de pluralisme est difficile à concilier avec ce que veut autrui, et la recherche de ce qui est raisonnable s'impose plutôt dans la vie en société. Le Bien en soi ne peut pas fonder l'ordre social moderne et un nouveau raisonnement moral qui accorde plutôt la priorité au juste s'impose et devient même, de nos jours, « le principe de légitimité sans lequel les institutions démocratiques elles-mêmes ne pourraient avoir de réalité ». Accorder une priorité à ce qui est jugé juste fonde alors le modèle du spectateur équitable proposé par Forsé et Parodi et l'examen de sondages portant sur la perception de la justice donne à voir que les données sont conformes au modèle proposé.

Dans son étude originale sur l'antisémitisme, Guillaume Erner réfute les explications basées sur le schème du bouc émissaire et s'oppose à toute « essentialisation » de l'antisémitisme, privilégiant plutôt l'analyse contextualisée de situations ou de « configurations antijuives ». L'auteur explique les diverses manifestations d'antisémitisme en les situant historiquement et en faisant appel aux motivations et raisons des acteurs prises en contexte. Pour lui, la théorie générale du bouc émissaire est associée à une forme d'holisme et d'explication des croyances par inculcation.

L'étude des croyances est justement l'objet de l'ouvrage de Gérald Bronner, *L'Empire des croyances* (2003). Celles-ci ont des contenus intentionnels et relèvent du concevable.

Souvent classées par ceux qui n'y croient pas dans le passionnel, l'irrationnel ou l'obscurantisme, les croyances relèvent plutôt d'une rationalité subjective qui conduit certains acteurs sociaux à y adhérer. Bronner montre comment on peut comprendre et expliquer la logique de l'adhésion à des croyances, même les plus extravagantes, du point de vue des acteurs. La rationalité scientifique a ses limites et celles-ci génèrent des catégories spécifiques d'adhésions cognitives. La rationalité subjective est en effet marquée par des biais de confirmation. Dans la vie quotidienne, nous mobilisons des faits et nous confirmons la croyance bien plus que nous ne cherchons à l'éprouver à l'aide de contre-exemples. Par ailleurs, « parce que l'on croit rarement seul », les individus sont en interaction autour d'objets de croyances dans ce que Bronner nomme un *marché cognitif* dont les traits permettent de comprendre pourquoi certaines croyances naissent et perdurent tandis que d'autres s'effacent.

L'étude de Patrick Pharo, *Le Sens de la justice* (2001), propose de son côté une analyse des croyances populaires portant sur ce qui est jugé juste et légitime. Le chapitre sur la perception de la capacité d'accueil des immigrants dans la société française est fascinant à lire. Pharo montre comment les croyances suspectes qui contredisent les principes moraux et démocratiques et qui ne sont pas fondées empiriquement « peuvent librement se répandre aussi longtemps que ceux qui les adoptent ont un fort désir de les tenir pour vraies et que ce désir est entretenu par l'illusion d'objectivité qui s'attache aux propositions initiales ».

La théorie sociologique nouvelle qu'appellent de leurs vœux les directeurs de la collection ne se limite pas au plan microsociologique car plusieurs livres portent sur des aspects proprement macrosociologiques, notamment les paradoxes de l'action collective et l'apparition d'effets émergents issus de l'agrégation d'actions individuelles. Raymond Boudon avait en effet lancé la collection avec un ouvrage annonçant un ton nouveau dans la sociologie française, *Effets pervers et ordre social* (1977). « Le sociologue ne peut pas négliger la place de la liberté sans s'exposer à de sérieux déboires », écrivait-il à l'époque où la pesanteur des structures et le poids des déterminants occupaient le devant de la scène intel-

lectuelle. Il traitait dans cet ouvrage de questions nouvelles avec des accents toquevilliens – comment l'égalité pouvait-elle engendrer l'inégalité ? comment les maux sociaux pouvaient-ils n'être dus à personne et ne profiter à personne ? – et il y analysait les effets pervers (plus tard renommés effets émergents) observables notamment dans le système scolaire français.

Raymond Boudon propose dans *Effets pervers* un examen des grands paradigmes formalisés en sciences sociales sur plus d'un siècle, classés en deux grandes familles – les paradigmes interactionnistes et les paradigmes déterministes – et en sous-types. Ainsi le type de paradigme toquevillien est-il caractérisé par une interprétation individualiste des actions mais aussi par une interprétation sociale des systèmes de préférence car l'individu agit dans un système structuré d'interactions. Les préférences doivent donc être expliquées (elles ne sont pas alors posées comme une donnée) et le contexte acquiert toute son importance, comme le montre l'explication connue de Tocqueville de l'inégal développement de l'agriculture en France et en Angleterre sous l'Ancien Régime. À contexte nouveau et différent, comportements nouveaux et différents, car l'action prend alors un sens distinct. Cette approche permet d'expliquer comment des individus ayant les mêmes caractéristiques peuvent se comporter différemment dans deux sociétés ou à deux époques différentes, et elle s'avère pertinente notamment pour l'étude des effets de génération, actuellement en plein développement.

Les ouvrages publiés dans la collection Sociologies relèvent-ils d'un paradigme commun ? Le lecteur pressé répondra que « l'individualisme méthodologique » oriente les travaux de ces différents auteurs. La réponse est juste, mais trop rapide. Les auteurs de la collection Sociologies ne forment pas une école de pensée unifiée. Ils mettent en œuvre un programme de recherches qui exclut tout dogmatisme, qui laisse la porte ouverte aux idées neuves et favorise même l'expression de points de vue divergents.

Processus sociaux et société globale

Bon nombre d'ouvrages de la collection Sociologies seraient à classer dans le champ

de la macrosociologie. Mais ils ont tous la particularité de proposer des manières originales de considérer le « lien entre individus et société », une des grandes questions que se posait la sociologie dans la seconde moitié du XX^e siècle mais qui ne soulève plus autant les passions de nos jours.

On trouvera dans *Sociologies* un autre ouvrage important de Raymond Boudon, *La Place du désordre* (1984), maintenant considéré comme un classique et dont la lecture reste d'une étonnante actualité. L'auteur explique comment le changement social peut être conçu, à l'échelle macroscopique, comme produit par l'agrégation d'actions individuelles. Pour Boudon, ce n'est pas le principe de l'individualisme qui pose problème en sciences sociales, mais plutôt la notion de rationalité dont il faut étendre la signification au-delà de la réduction typique de la science économique. Pour lui, certains changements sociaux sont déterminés et d'autres sont à peu près imprévisibles, alors que bon nombre d'entre eux sont par ailleurs le produit d'« effets Cournot », c'est-à-dire résultant de la rencontre de deux causes indépendantes, comme dans l'exemple classique de la tuile qui tombe du toit sur la tête du passant. On peut en effet expliquer d'un côté les causes de la chute de la tuile et, de l'autre, ce qui a amené le passant à marcher près de ce toit, mais non la rencontre des deux causalités. Autrement dit, le contexte historique, l'état du système d'interaction et les caractéristiques des individus au temps T doivent être considérés dans l'analyse sociologique des bonnes raisons d'agir et il ne faut pas exclure le cas de figure où le changement dépend de facteurs contingents (effets Cournot). Il en va de même pour l'étude des conflits sociaux, incluant les conflits de classes, dont l'importance « doit, elle aussi, être considérée comme une fonction de la structure du processus étudié ».

L'ouvrage de Laurent Cordonnier, *Coopération et réciprocité* (1997), illustre bien la manière originale de penser le lien individu-société. Les grandes institutions de la modernité que sont l'État, l'économie de marché, les entreprises et les associations organisent l'action collective à partir de la coopération entre les individus, l'une des clés qui permet d'en comprendre et d'en interpréter le fonctionnement. L'auteur critique la rationalité écono-

mique au sens strict et le calcul intéressé et il explore plutôt diverses formes d'interactions sociales et en particulier les situations d'échange au cœur de ces institutions. L'auteur propose une nouvelle conception de la relation salariale conçue sous le mode du don-contre-don et non pas sous celui du calcul économique convenu ou du marchandage classique. Cordonnier invite à prendre sérieusement « en considération ce qui, dans les autres sciences sociales, crève les yeux, à savoir : que les individus sont d'emblée réunis par un lien social ». Être rationnel, dans ces conditions, c'est rendre nos actions intelligibles aux yeux d'autrui afin qu'elles soient admises et comprises par les autres, sous peine de les rendre insignifiantes. « Autrement dit, dans l'action, chacun tient en exemple son propre comportement, à titre de référence pouvant être adoptée par les autres », ce qui se traduit par la maxime qui résume l'argument de l'auteur : « coopère pour que l'autre coopère ».

Aucun sociologue français depuis Georges Gurvitch dans les années 1950 ne s'était donné la peine de formuler une grande typologie des groupements sociaux, depuis les plus petits d'entre eux – le « petit groupe », la dyade (le couple) et la famille – jusqu'aux plus étendus comme la nation, la société globale et la civilisation. Jean Baechler s'est livré à cet exercice avec brio dans l'ouvrage *Les Morphologies sociales* (2005), terme qu'il propose pour désigner toutes les formes de *socialité* humaine, néologisme qui désigne les diverses manières de faire tenir ensemble les individus dans une société. Pour Baechler, il existe trois formes de *cimentage* des individus : la grégarité (la *politie*, peuplée d'individus acculturés sur un modèle commun, par exemple la France), la sociabilité (tous les « ensembles d'individus mis dans le cas de pouvoir agir comme unité collective d'activité », comme les habitants des communes ou les travailleurs des entreprises) et enfin la *sodalité* humaine, autre néologisme qui caractérise la capacité humaine à fonder des groupes afin d'atteindre des objectifs communs. Ces trois dimensions lui servent de point de départ pour élaborer sa typologie.

De son côté, Shmuel Eisenstadt s'attaque à cerner ce qui fait l'originalité de la civilisation européenne moderne dans *Approche comparative de la civilisation européenne* (1994). Il

souligne la grande variabilité des réponses institutionnelles, symboliques et idéologiques apportées à la modernité dans les diverses sociétés développées, des variations qui seraient cependant parallèles à leurs caractéristiques communes. Pour l'auteur, l'expérience historique des sociétés est de première importance et il scrute de manière attentive le rôle des élites dirigeantes – et, en particulier, des élites politiques, « les plus importantes » – en formulant « l'hypothèse que c'est grâce aux activités des élites dirigeantes que les principes structurels d'une société et leurs dérivés institutionnels peuvent exercer une influence réelle sur la construction et la reproduction des institutions ».

L'éducation et la science

Les travaux sociologiques sur des questions de société sont nombreux dans la collection Sociologies. Qu'il suffise de mentionner le droit, le nationalisme, les minorités actives, les étudiants, le crime, le vieillissement, l'éducation (un thème privilégié), la pauvreté, le syndicalisme, la mode, les croyances, les valeurs, l'innovation, la science, les conflits de travail, l'entreprise, la démocratie industrielle et le syndicalisme, notamment. Les livres parus sont en phase avec de grands enjeux de société qui avaient cours au moment de leur publication, qu'ils entendent expliquer sociologiquement. Les auteurs proposent le plus souvent des modèles théoriques généraux et formels, non pas au sens où ils s'appliqueraient à toutes les situations qu'on peut observer, mais plutôt au sens où ils peuvent « être utilisés pour rendre compte de situations très diverses, à condition que des précisions convenables leur soient apportées en chaque cas », comme le proposait Boudon dans *La Place du désordre* (1984).

Un enjeu en particulier a retenu l'attention : l'école et le système d'enseignement français, objet de débats animés sur la place publique mais aussi en sociologie dans le dernier tiers du ^{xx}e siècle (et encore aujourd'hui !). Le premier ouvrage à être publié sur l'éducation dans la collection a été la traduction du livre de Christopher Jencks, *L'Inégalité. Influence de la famille et de l'école en Amérique* (1979). Cette étude classique remettait en question l'idée couramment admise à l'époque que l'école était le

moyen privilégié pour parvenir à une plus grande égalité sociale et elle mettait en cause l'idéologie – alors particulièrement répandue en France – que l'école était l'instrument de la reproduction sociale des inégalités socio-économiques. « L'élimination des différences de niveau scolaire entre les individus ne contribuerait que faiblement à les rendre plus égaux entre eux une fois adultes », soutenaient Jencks et ses collaborateurs, une idée qui allait à l'encontre des analyses sociologiques les plus médiatisées dans les années 1970.

D'autres travaux sur l'éducation et le système d'enseignement ont suivi, faisant de ce thème l'un des plus scrutés dans Sociologies avec les questions relatives à la stratification sociale, les deux objets de recherche étant liés comme on le sait. Nul doute que les livres publiés sur ces deux thèmes ont contribué à renouveler les connaissances dans de nouvelles directions, même s'il faut déplorer que les politiques publiques – en France comme ailleurs – n'y aient pas toujours puisé une inspiration. Dans une synthèse sur les travaux de recherche ayant porté sur la mobilité sociale, Charles-Henry Cuin a expliqué pourquoi les constats de la nouvelle sociologie de l'éducation avaient mis du temps à s'imposer en France. « Si l'École est devenue la principale, voire la seule accusée du procès de la "reproduction", [...] c'est sans doute essentiellement parce que les représentations collectives n'ont jamais cessé de considérer le système scolaire comme l'élément structurant du système social et l'instrument décisif de la distribution des individus dans la structure sociale » (*Les Sociologues et la mobilité sociale*, 1993).

L'étude de la science occupe une place importante dans la collection Sociologies, notamment avec l'examen critique des paradigmes en sciences sociales dont on a fait état plus haut. Y ont été publiées plusieurs contributions qui jettent les bases d'une véritable sociologie des sciences à distance de la perspective philosophique marquée par la pensée de Kuhn et par le relativisme cognitif bien critiqué par Michel Dubois dans *La Nouvelle Sociologie des sciences* (2001). Ces travaux prolongent plutôt le projet de Durkheim, sans récuser la capacité des sciences à atteindre l'objectivité et à produire du savoir solide même dans le cas où les hypothèses scientifiques s'inspirent de considérations extra-

scientifiques. Ainsi, Raymond Boudon et Maurice Clavelin avaient publié en 1994 les contributions d'un colloque du GEMAS sur la question : *Le relativisme est-il résistible ? Regards sur la sociologie des sciences*. L'idée directrice de cet ouvrage est qu'il faut, en ne pratiquant pas le principe du tiers exclus, sortir du cadre binaire restrictif opposant d'un côté les constructivistes et les relativistes et, de l'autre, les rationalistes. Les auteurs proposent plutôt d'examiner quand, comment, par quels aspects les facteurs sociaux jouent un rôle en sciences, comme les constructivistes l'avancent, et d'étudier comment l'objectivité est atteinte malgré tout, comme les rationalistes le soutiennent.

Dans un livre portant sur le courant du structuralisme en France dans la seconde moitié du xx^e siècle – *La Modernité manquée du structuralisme* (2004) –, Maxime Parodi pratique une sociologie interactionniste des sciences. « Étudier les sciences revient donc à se demander pourquoi les savants s'accordent plutôt sur telle théorie que sur telle autre », ajoutant : « les limites de la raison d'un savant, ce sont les raisons des autres savants ». Autrement dit, les savants débattent entre pairs et exposent leurs idées et leurs faits en les justifiant. Ils sont des sujets dotés de raisons et d'arguments qu'on peut critiquer, alors que les structuralistes cherchaient à « expliquer l'ordre social à partir d'un ordre symbolique coupé de son environnement social » (*ibid.*). Pour Parodi, le savant, comme tout être humain, commet des erreurs notamment en acceptant des propositions implicites déterminantes (une idée chère à Simmel), et sa raison et ses moyens sont limités. La révélation et la critique de ses erreurs par les collègues, loin de conduire au relativisme et d'engendrer le scepticisme, amènent plutôt vers « l'accès progressif à la vérité » dont parlait Popper.

Soulignons au passage que la sociologie interactionniste développée par Parodi a une portée plus générale. Bronner souligne en effet que les interactions sociales contribuent à créer un marché cognitif qui joue un rôle dans la diffusion des croyances. Plus largement, l'individu n'est pas un atome isolé et il s'inscrit dans des réseaux que Vincent Lemieux définit comme des ensembles structurés de relations sociales non officielles dans *Les Réseaux d'acteurs sociaux* (1999), ouvrage

qui formalise cette approche susceptible d'une application diversifiée comme le montrent l'analyse des sciences et celle des croyances.

Stabilisation et protection sociales

L'essai de Quentin Bell, *Mode et société* (1992), remanie de manière importante l'interprétation de Veblen, marquée par ce qui était spécifique du xix^e siècle et qui « fonde trop son argumentation sur la situation de son époque et de son pays », une remarque qui pourrait s'appliquer à bien des auteurs contemporains. Selon Bell, la mode fait sens pour l'acteur social, par ailleurs capable de garder ses distances face aux diktats des lois somptuaires de l'Ancien Régime en France ou encore des interdits du régime maoïste en Chine, sans oublier les injonctions des publicités contemporaines. Pour l'auteur, le sens que prend la mode aux yeux de l'individu se construit en fonction des caractéristiques de la structure de classes. Lorsque cette dernière est rigide, la mode se fait plus contraignante et la fantaisie individuelle est réduite au minimum, mais lorsque la stratification sociale devient plus fluide, la mode éclate en tendances laissant place à l'expression de l'individualité. Par ailleurs, les individus trouvent dans leur classe sociale (et dans les groupements au sens de Baechler, ajouterons-nous) les normes de comportements vestimentaires qu'ils feront leur. « Le costume ne cherche pas à distinguer, mais à classer », soutient Bell. La norme vestimentaire qu'aucun règlement n'impose se voit obéie avec docilité dans le groupe, avance-t-il, donnant en exemple que les talons hauts des nobles de l'Ancien Régime ont été considérés comme étant effeminés à partir du moment où le statut social des autres classes sociales s'est modifié.

Sous l'aile protectrice de l'État (1995) d'Abram de Swaan offre un autre bel exemple de sociologie qui fait appel à l'histoire. L'auteur explique comment des systèmes nationaux collectifs et coercitifs de protection sociale ont été créés pour lutter contre des difficultés qui, de prime abord, paraissent affecter les individus séparément et appeler des remèdes personnels. L'auteur analyse diverses situations d'interdépendance – comme « les effets externes », qui désignent les conséquences indirectes des déficiences

rencontrées par un groupe d'individus sur les autres individus : les riches ont avantage à payer pour améliorer la salubrité des quartiers pauvres car autrement ils souffriraient eux-mêmes des épidémies inévitables. Mais il fait appel à la sociologie historique pour expliquer le caractère contingent des solutions collectives et des biens collectifs mis en place dans les diverses sociétés étudiées sur six siècles.

La collection Sociologies a été aussi ouverte à l'occasion aux autres disciplines au sein des sciences sociales qui ont apporté un éclairage sur des objets qui préoccupent les sociologues. Outre l'économie et l'histoire, mentionnons la criminologie (Maurice Cusson), la démographie historique (Jean Dupâquier) et l'ethnologie (Melford Spiro).

La Série rouge

Dix-neuf ouvrages ont été publiés dans la Série rouge de la collection Sociologies, textes plus appliqués et aussi plus critiques visant un large public tout en partageant les orientations scientifiques de la collection bleue. François Bourricaud avait donné le ton de la série dans un essai, *Le Bricolage idéologique* (1980), portant sur la production idéologique des intellectuels français et sa réception dans les années de grande effervescence sur le plan intellectuel (1960-1980). Le statut et le rôle de l'individu y sont clairement affirmés. « Le bricolage idéologique est un exercice de persuasion à l'égard de gens intéressés par les paradoxes et les scandales de la vie quotidienne, pour lesquels ils attendent explication et remèdes. Parfois, la persuasion peut se prolonger par un endoctrinement. [...] La persuasion idéologique relève de l'influence, c'est-à-dire d'un type de rapport où l'accent est mis sur la communauté d'intérêts et de goûts entre l'influenceur et l'influencé ». Bourricaud explique aussi dans son livre le déclin de certaines idéologies en se référant aux acteurs. « Avec le temps, les idéologies se fatiguent. Elles ne sont pas réfutables ; mais elles peuvent cesser d'intéresser. Alors le nombre de leurs fidèles décroît. L'adhésion se refroidit. Invoquer la mode ne nous avance pas beaucoup. [...] La fugacité des modes ne suffit pas à rendre compte de leur déclin ».

Dans son livre *Foucault ou le nihilisme de la chaire* (1986), José-Guilherme Merquior

critique les analyses du célèbre philosophe en pratiquant la méthode de la sociologie des sciences. Il montre d'abord un grand nombre de méprises dans l'interprétation des publications anciennes pratiquée par Foucault en se basant sur des travaux d'experts et de savants qui ont étudié minutieusement ces périodes, rarement sinon pas du tout évoqués par le célèbre philosophe. Ainsi, il remet en cause l'hypothèse chère à Foucault de la domination de l'analogie sur l'analyse au Moyen Âge, soulignant que nombre d'auteurs condamnaient à l'époque la *divinatio* au nom de l'*eruditio*. Merquior critique ensuite les interprétations de Foucault et sa thèse bien connue de la césure dans l'histoire de la pensée, qui aurait été exagérée par le philosophe. Merquior soutient avec une grande érudition qu'il n'en est rien et qu'au contraire les retards, les retours et les continuités dans l'histoire des sciences comme dans l'histoire de la pensée coexistent et s'articulent différemment à diverses époques. Magie et science cohabitent plutôt dans l'histoire, au point que, rappelle l'auteur, Cassirer parlait « d'un déplacement d'accent plutôt que d'une conception différente de la connaissance ».

Dans *Mythes, savoirs et décisions politiques* (1995), François Lacasse se demande pourquoi des savoirs solides et pertinents portant sur de grandes questions sociales comme le chômage ou le développement régional sont tantôt carrément ignorés, tantôt révévés par les décideurs politiques et les bureaucrates. Les études de cas qu'il documente sont fascinantes à lire. L'auteur observe qu'un grand nombre de savoirs sont systématiquement tronqués pour laisser intactes les idées préconçues sur les problèmes de société. « Dans la majorité des cas, le jeu simultané de l'ensemble des contraintes et motivations des acteurs face à la logique de la gestion publique va déboucher sur une préservation des mythes ». Cette analyse de Lacasse n'est pas sans rappeler celles de Bronner et Pharo sur les croyances. Les idées fausses, préconçues et erronées ont la vie dure non seulement dans la tête des gens ordinaires, mais aussi dans la pensée du personnel politique, des gestionnaires et même des intellectuels, une thèse qui a été amplement développée dans l'œuvre récente de Raymond Boudon.

Dans un tout autre domaine, Norbert Alter analyse comment l'innovation dans les entre-

prises se heurte aux croyances établies, aux acquis, à l'ordre existant et à la routinisation. Il rappelle une idée chère à Simmel : on aime ses routines parce qu'on s'y repère. Ainsi, dans *L'Innovation ordinaire* (2000), l'auteur observe-t-il que les structures du travail sont toujours en retard sur les pratiques sociales et son étude conclut à l'importance du rôle des acteurs dans l'innovation. « Tout indique que les croyances peuvent être dépassées pour traiter les situations réelles, mais cette conception suppose que les acteurs disposent de suffisamment d'influence et de capacité critique pour ce faire. Et ce n'est pas toujours le cas ».

La fin de l'idéologie

Dans l'un des premiers ouvrages parus dans la collection Sociologies, François Bourricaud posait une question qui en disait long sur l'état de la sociologie il y a un quart de siècle : « Une question lancinante pour le sociologue, c'est de comprendre pourquoi jusqu'ici la sociologie a eu tant de peine à se dégager de l'idéologie » (*Le Bricolage idéologique*, 1980). Après examen d'une centaine de travaux publiés dans Sociologies, nous pouvons avancer que la question soulevée par Bourricaud se pose dans des termes bien différents de nos jours. Les exemples donnés plus haut montrent bien que la sociologie contemporaine n'est pas ou n'est plus marquée par l'idéologie et comment elle peut prétendre au statut de science en échappant au relativisme ambiant et à un positivisme réducteur, livrant plutôt des résultats de recherche solides et argumentés, susceptibles d'examen critique dans la communauté scientifique.

La collection Sociologies ne se cantonne pas dans la critique d'une sociologie déterministe car elle propose aussi des perspectives théoriques nouvelles en conceptualisant diverses manières de penser l'acteur social, le changement social ou la morphologie sociale. Les ouvrages publiés se sont attaqués à des objets d'études difficiles et ont offert des interprétations sociologiques nouvelles sur le sentiment de justice, les croyances, les émotions ou les valeurs, travaux pertinents à une époque tentée par le relativisme culturel. Les analyses publiées dans Sociologies évitent le piège du réalisme dénoncé par Simmel et critiqué par

Boudon dans les dernières pages de *La Place du désordre*. Elles mettent plutôt en avant des schémas d'intelligibilité des phénomènes sociaux et des modèles indispensables à l'explication du changement social et à la compréhension du réel et d'objets singuliers.

Ces schémas et modèles doivent par ailleurs être adaptés lorsqu'ils sont appliqués à l'examen de cas concrets. Le sociologue parviendra à cerner le sentiment national, le sentiment de justice ou le sens des valeurs en les rendant intelligibles, mais il aura aussi à expliquer les particularités nationales dans lesquelles ils s'expriment et leurs évolutions temporelles. Tocqueville l'avait compris dans son analyse de la Révolution française, en dégageant « les faits anciens et généraux » qui l'ont préparée, mais aussi les « faits particuliers et récents qui ont déterminé sa place » (*L'Ancien Régime et la Révolution*, livre 3, chapitre 1). C'est l'étude conjointe du général et du particulier telle que pratiquée par Tocqueville qui fait la force des travaux parus dans la collection Sociologies.

Les travaux de sociologie du dernier tiers du XX^e siècle trouvent davantage écho dans les autres sciences sociales, notamment en sciences économiques. L'acteur social maximise, et il n'y a pas lieu de remettre en cause ce postulat de la science économique, mais il le fait au terme d'une recherche limitée et sur la base d'informations bien incomplètes, ce qu'ont reconnu les meilleurs économistes contemporains. Mais il est nécessaire d'aller plus loin, car la sociologie ajoute aussitôt que l'acteur maximise en fait un système complexe de raisons. Bien entendu, il se comporte en fonction de la connaissance qu'il a du monde, mais par ailleurs les croyances qui sont les siennes entrent en conflit avec les savoirs les plus solides comme on peut le voir dans les entreprises, les politiques publiques ou la vie intellectuelle. L'acteur agit en effet en contexte donné, à une époque donnée, dans des structures données. Contexte, époque et structures n'apparaissent cependant pas comme des boîtes noires mystérieuses dans la mesure où ces éléments sont pris en compte dans les schémas d'intelligibilité de l'action et non pas comme des déterminants exogènes.

Bref, les lecteurs trouveront dans la collection Sociologies un capital de savoirs sur un grand nombre d'objets, des travaux éclairants d'épistémologie et des perspectives nouvelles

LES IDÉES ET LES LIVRES

en théorie sociologique qui prennent appui sur une relecture des classiques qui rend ces derniers encore parlants pour notre époque. La discipline de Durkheim, Weber et Tocqueville peut en toute légitimité conforter sa prétention au statut de véritable science sociale voulu par ses illustres pionniers. Mais la collection Sociologies va plus loin. Bon nombre d'auteurs qui y ont publié expliquent

aussi pourquoi les connaissances sociologiques solides et scientifiques doivent par ailleurs composer avec les croyances, les idées préconçues et les routines dont parlait Simmel, ce qui rend problématique l'émergence d'une sociologie appliquée.

SIMON LANGLOIS